

Pax Romana Journal



4

1960

Fundação Cuidar o Futuro

"WE AFFIRM IN THE NAME OF THE UNIVERSITY OF THE WITWATERSRAND THAT IT IS OUR DUTY: TO UPHOLD THE PRINCIPLE THAT A UNIVERSITY IS A PLACE WHERE MEN AND WOMEN WITHOUT REGARD TO RACE AND COLOUR ARE WELCOME TO JOIN IN THE ACQUISITION AND ADVANCEMENT OF KNOWLEDGE; AND CONTINUE FAITHFULLY TO DEFEND THIS IDEAL AGAINST ALL WHO HAVE SOUGHT BY LEGISLATIVE ENACTMENT TO CURTAIL THE AUTONOMY OF THE UNIVERSITY..... NOW THEREFORE WE DEDICATE OURSELVES TO THE MAINTENANCE OF THIS IDEAL AND TO THE RESTORATION OF THE AUTONOMY OF OUR UNIVERSITY."

SOMMAIRE

Corée I: Révolution	
par le R. P. Sye Ki Ho	3
... ni juif ni grec. La situation en Afrique du Sud	
par Maître Pompe	7
Quatre fédérations latino-américaines	13
L'Étudiant réfugié	
par Bernard Ducret	18
L'Université Catholique de Lublin	19

Responsable: Thom Kerstiëns

Conseil de Rédaction :

Sir Hugh Taylor, Etats-Unis;
M. Willem P. J. Pompe, Pays-Bas;
R. P. J. Joblin, Bureau International du Travail;
Mme Marisetta Paronetto-Valle, Italie;
M. Olivier Lacombe, France;
Mlle Thérèse Tran Thi Lái, Vietnam;
M. Raymond Derine, Congo Belge;
M. Gérard Dupriez, Belgique.

Publié six fois par an par le Secrétariat Général de Pax Romana, Fribourg (Suisse).

Pour toute reproduction d'articles, demander l'autorisation à la rédaction du Journal de Pax Romana. Mention devra alors être faite de son origine et un justificatif nous sera adressé dès parution.

Notre couverture: Déclaration de l'Université de Witwatersrand contre la ségrégation raciale (COSEC).

Photos: p. 5, COSEC; p. 8, Southern Cross; pp. 15, 16, 17, UNESCO, Eric Schwab; p. 18, UNREF.

Dessins: Olivier Maradan (Fribourg).

Editorial

Ces derniers temps les étudiants semblent décidés à tenir la vedette de l'actualité. Ils ont joué un rôle prépondérant dans la chute du régime de Syng Man Rhee, l'homme fort de la Corée (et un article de ce journal explique fort bien comment les choses se sont passées). A peine les photos des troubles de Séoul ou de Taegu sont disparues de la première page des journaux, qu'on a vu y apparaître celles des étudiants d'Istanbul, d'Ankara ou d'Esmirne manifestant contre le gouvernement Mendérés chargés par la police turque. Et deux jours après, les étudiants de Tokyo quittant leurs universités pour réclamer la démission du premier ministre Kishi. Mais ce n'est pas seulement en Asie que les étudiants se lancent dans des activités politiques. En Europe, l'Union Nationale des Etudiants de France a pris position dans l'affaire algérienne. Et en Amérique du Nord la campagne des étudiants des Etats du Sud contre les restaurants universitaires où l'on pratique la ségrégation raciale attire de plus en plus l'attention.

Tout cela veut dire que les temps sont passés où l'étudiant était considéré — et lui même se considérait aussi — comme un jeune homme intéressant, mais irresponsable, qui aimait bien son vin ou sa bière, ses chansons et ses livres, mais qu'il ne fallait pas prendre trop au sérieux.

Il y a du monde, surtout en Europe, qui regrette un peu ces changements, qui pense après tout que le temps passé à l'université est un temps de formation de la personnalité, formation à laquelle les gaffes et les erreurs coopèrent aussi, et que pour cette raison il est mieux de laisser l'étudiant cuire dans son propre jus. A la fin, tout lui sera pardonné, pourvu qu'il ne prétende pas être pris trop au sérieux — sauf par ses professeurs au moment des examens.

Mais il y a aussi du monde qui considère l'étudiant comme un homme qui a reçu peut-être plus d'intelligence — et en tout cas plus de possibilités de se développer — que ses concitoyens. Et cette partie de l'opinion attend de l'étudiant qu'il prenne parti dans les grandes affaires de son pays et même de la vie internationale, qu'il s'affirme comme un dirigeant dans la société.

Et pourtant il faudra bien que les deux points de vue soient dépassés. L'étudiant de notre temps ne peut plus se conformer — et en réalité, avec de rares exceptions, ne se conforme plus — à l'image traditionnelle de l'étudiant léger, quoique intellectuellement brillant, du siècle dernier. Mais d'autre part, il n'est pas encore non plus en mesure de prendre un rôle de direction dans les affaires publiques, nationales ou internationales.

S'il n'est ni le buveur desœuvré, ni l'intellectuel accompli, ni le révolutionnaire costaud, il nous faudra bien prendre l'étudiant pour ce qu'il est en réalité. C'est-à-dire un jeune-homme qui considère son travail à l'université comme un temps de préparation à sa future carrière, pleine de responsabilités; qui sait que sa responsabilité actuelle à l'égard de la société va au-delà de la réussite de ses examens; qui doit être une force positive dans la construction d'une société meilleure — et qui sait l'être souvent, lorsqu'il est guidé par des maîtres compétents. Mais qui, justement parce qu'il a un poids réel dans la société, doit veiller à ne pas être le jouet des intérêts politiques ni la victime des agitateurs, qui veulent l'utiliser à leurs fins.

Ne refusons certes pas à l'étudiant sa place dans le forum. Mais n'oublions pas non plus que sa place est tout d'abord dans la salle des cours, dans la bibliothèque ou dans le laboratoire. Plus il aura conscience des difficultés de sa tâche future, plus il désirera profiter des possibilités de travail et de formation que lui offre sa situation actuelle. Mais en même temps il se sentira davantage attiré par la vie publique et éprouvera le besoin de faire entendre sa voix lorsque la conscience nationale et le bien commun le réclament. Le tout est une question d'équilibre, et surtout de hiérarchie rigoureuse des valeurs: l'essentiel d'abord, qui est le travail universitaire; et seulement en cas de besoin — mais alors avec enthousiasme — l'action publique!

COREE

1: RÉVOLUTION

par le R.P. Sye Ki Ho



Le 1er mars 1960, j'ai vu de longues théories d'élèves des écoles qui défilaient silencieusement et sans enthousiasme apparent à travers les rues principales de Séoul; c'était la commémoration du soulèvement du peuple coréen contre le régime japonais, soulèvement qui en son temps — 1919 — avait été étouffé dans l'oeuf. Le peuple coréen était placé sous l'influence politique du Japon depuis 1894, époque de la guerre sino-japonaise, et il fut complètement soumis au Japon en 1904—05, à la fin de la guerre russo-japonaise, bien que formellement, l'annexion ait été signée en 1910 seulement. Depuis cette époque, les 30 millions de Coréens ne connurent plus de liberté politique jusqu'en 1945, après la défaite japonaise devant les efforts conjugués des troupes russes et américaines.

Pendant cette période, les Coréens étaient contraints d'apprendre le japonais à l'école primaire, et c'était la langue obligatoire pour toutes les affaires officielles ainsi que pour d'administration. Les Coréens qui avaient le privilège de poursuivre leurs études dans des universités, soit en Corée, soit au Japon se comptaient sur les doigts de la main. En fait, les écoliers coréens connaissent aujourd'hui beaucoup mieux leur langue maternelle que la génération de leurs parents, à qui on en avait interdit l'usage et l'enseignement. En tout cas, lorsque avec l'aide des troupes russes et américaines le peuple coréen eut retrouvé son indépendance et qu'il dut mettre sur pied son propre gouvernement, il est apparu clairement que seuls étaient préparés, aux responsabilités politiques les hommes formés à l'étranger; c'est ainsi que pour la Corée du Nord, les leaders sortent la plupart de l'Université Sun-Yat-Sen de Moscou, tandis que les chefs politiques de la Corée du Sud avaient reçu leur formation dans les Universités américaines. Ces hommes ont dirigé le peuple selon les principes qui leur avaient été inculqués à l'étranger. Les Coréens qui ont su étudier loin de leur

pays occupé en gardant une mentalité proprement coréenne sont bien rares.

Ce furent les communautés protestantes, les presbytériens et les méthodistes en particulier, les premières qui offrirent la possibilité à de jeunes étudiants coréens de poursuivre leurs études dans des Universités. Aux Etats-Unis ils ne se contentèrent pas d'étudier les sciences profanes mais ils se mirent aussi à étudier la théologie dans des instituts protestants, certains allant même jusqu'à prendre des fonctions de pasteurs. Syng Man Rhee et plusieurs ministres de son Cabinet avaient été des pasteurs dans les Eglises méthodistes et presbytériennes. Ces Eglises faisaient leur possible pour fonder des collèges et des universités, dont les étudiants les plus capables pourraient alors être invités à terminer leurs études aux Etats-Unis. En 1899 déjà, les presbytériens avaient fondé une faculté de médecine, à Séoul. L'Université "Chosun" date, elle, d'avant 1915 et l'on y enseignait à cette époque, le commerce, la littérature, les sciences et l'agriculture. Ces deux institutions fusionnèrent en 1957 sous le nom d'"Université Yonsei"; méthodistes et presbytériens mirent leurs ressources en commun afin d'assurer une administration conjointe pour les deux universités.

Pour revenir aux événements récents, le 1er mars est la Fête nationale et un symbole de l'esprit de liberté, depuis qu'en 1919 les Coréens manifestèrent contre l'oppression japonaise. La marche des étudiants à travers les rues de Séoul était dénuée de toute passion, ils étaient même un peu trop calmes pour leur âge. Peut-être sentaient-ils que le parti unique, le parti gouvernemental, les utilisait en vue des élections prochaines. Mais je préfère évoquer une autre manifestation, qui fut dénoncée officiellement par le Ministre de l'Intérieur du Cabinet Syng Man Rhee, M. Choi In Kyo, comme ayant été organisée et soutenue par les autorités scolaires catholiques et par la Mission catholique. Cela se passait à Taegu, la troisième ville de Corée par le nombre de ses habitants — 650 000 —, dans le Sud du pays. Ce fut la première manifestation anti-gouvernementale organisée par les élèves des écoles secondaires, le 28 février.

Le R.P. Sye Ki Ho est rédacteur-en-chef du "Catholic Times" à Taegu.

Le jour précédent, un samedi, le parti libéral (parti du Président Syng Man Rhee) avait tenu son dernier et son plus imposant meeting de propagande pour les élections du Président et du Vice-président, dans le plus grand stade de la ville. Dans la matinée, les écoles avaient fermé leurs portes plus tôt qu'à l'accoutumée, afin de permettre aux professeurs et aux étudiants du degré moyen et supérieur d'assister au meeting, qui débutait à 14 heures. L'orateur était Mme Kim Mal Bong, trois fois divorcée, diplômée de l'Université Toschischa de Kyoto, connue comme écrivain et nouvelliste de l'"école physique", par les nouvelles et les petites histoires érotiques qu'elle passe dans les journaux quotidiens. Mme Kim parla en faveur de Syng Man Rhee devant 200 000 personnes plus ou moins obligées d'assister à cette réunion politique.

Son discours était une attaque contre M. John Chang Myon, Vice-président et leader du parti de l'opposition, le parti populaire. Pour Mme Kim, les qualités ou les défauts de M. Hang importent peu, mais dit-elle, vu que c'est un catholique, le peuple coréen doit être sur ses gardes. En tant que catholique, dit elle, il doit obéissance au Pape; et c'est bien la raison pour laquelle les Américains n'ont jamais élu un catholique à la présidence de leur pays. Si c'est un catholique qui accède à la présidence, c'est le Pape qui gouvernera notre pays, continua Mme Kim, ce qui sous-entend que la Corée tombera sous la dictature du Vatican. La preuve est historiquement apportée en Espagne et au Portugal, pays sous la distature vaticane, où les personnes ne jouissent pas de liberté. Alors que justement le peuple coréen doit lutter contre les visées du communisme qui tend à instaurer la tyrannie, il doit également redoubler d'attention à l'égard des catholiques, précisément pour sauvegarder sa liberté. Votez pour Syng Man Rhee, écarterez M. Chang, ainsi se résumait le discours de Mme Kim.

Le lendemain, le 28 février, un dimanche, avait lieu l'assemblée politique du parti démocrate. Elle n'avait pas lieu au Stade des Sports, l'autorisation ayant été refusée, mais elle dut avoir lieu en dehors de ville, sur une colline avoisinante. M. Chang était attendu comme orateur invité. Les autorités, la police avaient tout entrepris pour que les gens n'assistent pas à ce dernier meeting; ils avaient même fait distribuer des billets de cinéma gratuits afin de faire perdre aux gens l'envie d'aller écouter M. Chang. Pendant ce temps, les élèves du degré moyen et du degré supérieur étaient contraints d'attendre en classe que la réunion politique ait pris fin. Les professeurs avaient en effet annoncé la veille que des examens auraient lieu le lendemain après-midi dans toutes les classes, un dimanche! Cela ne s'était jamais vu.

Lorsque les élèves eurent pénétré dans leur salle de classe, les maîtres fermèrent les portes et s'en allèrent: inutile de dire qu'il n'y avait pas d'examens. Les garçons se mirent alors à sauter par les fenêtres, escalader les portails fermés et se regroupèrent dans la rue. Les garçons d'au moins

quatre écoles secondaires publiques manifestèrent en ville, marchant sur les bâtiments du gouverneur provincial et d'autres autorités en scandant: "Nous voulons la liberté". Deux heures après, 200 élèves des écoles secondaires étaient arrêtés. Parmi les 30 écoles de cours moyen et supérieur de Taegu, seuls des élèves des écoles publiques protestèrent pour avoir dû se rendre en classe un dimanche après-midi. Tard dans la soirée, le Gouverneur provincial convoqua les directeurs de toutes les écoles secondaires de la ville; ils parlèrent des mesures à prendre pour prévenir un retour de semblables manifestations, et personne ne dit un mot dans le sens que la responsabilité de ces événements devait être supportée par la Mission catholique. Ce n'est que deux jours plus tard que le Ministre de l'Intérieur mettait en cause les autorités scolaires catholiques et la Mission.

La manifestations de Taegu devait être le prélude à d'autres démonstrations dans le reste du pays, à Séoul et à Fusan en particulier. A partir de ce moment, toutes sortes de vexations contre les catholiques, venant de la police, commencèrent. Des catéchumènes étaient empêchés par la police d'assister aux cours d'instruction religieuse. Le médecin d'un centre de lutte contre la lèpre, sur l'île de Sorokdo, fut mis à pied pour avoir autorisé un prêtre catholique étranger à dire la messe chez lui, après que les autorités avaient fait fermer la chapelle qui déservait normalement ce centre. Des hauts-parleurs installés en face des églises paroissiales retransmettaient en différé le discours de Mme Kim. Des policiers, revolver au poing, gardèrent pendant deux semaines la résidence de l'évêque de Taegu et l'école supérieure en dépendant.

Les autorités ecclésiastiques ne formulèrent pas de protestation contre ces vexations flagrantes. Les missionnaires avaient peur que l'on dise, à cause de M. Chang, que toute l'Eglise catholique de Corée était étroitement liée à la cause de l'opposition, car il aurait été fâcheux de confondre l'Eglise avec le parti démocrate de M. Chang. L'interdiction de paraître signifiée au journal de M. Chang, le quotidien **Kyongyang Shinmoon**, qui appartenait à la Mission catholique, avait déjà été une année auparavant, lorsque M. Syng Man Rhee avait pris cette mesure, une cause de confusion dans le pays, même pour certains catholiques. Plusieurs missionnaires tinrent à déclarer qu'ils n'assumaient en Corée qu'une mission d'ordre spirituel et que par conséquent ils se tenaient à l'écart des luttes politiques entre Coréens, et qu'ils s'efforceraient de laisser l'Eglise à l'écart des conflits de cet ordre. Mais d'autre part, quel est le devoir des laïcs catholiques? N'est-ce pas sous la direction spirituelle des prêtres qu'ils deviennent des hommes politiques capables de résoudre, selon des principes philosophiques et theologiques, les difficultés inhérentes à leur tâche? Ainsi, n'est-ce pas le devoir pour eux, seraient-ils missionnaires, de guider les laïcs lorsque les problèmes politiques ont des incidences sur le plan moral? En tout cas, jusqu'à l'année dernière, l'Eglise

était restée sur la défensive. La révolution du 19 mars et des jours suivants a clairement démontré que dans le passé, l'Eglise a davantage combattu pour la défense des droits fondamentaux des individus et la reconnaissance des intérêts légitimes du peuple qu'elle n'était inféodée à un parti politique.

Dans la plus grande partie des villes, à Séoul, Fusan, Masan, la révolution des étudiants fut l'occasion de sacrifices héroïques. Dans les villes plus petites, ils n'avaient pratiquement pas la possibilité de faire des démonstrations à cause des concentrations de forces policières. Nous n'en voulons pour exemple que la petite cité de Chonju, siège d'une université de 1200 étudiants, où l'on avait fait venir 600 policiers pour prévenir des troubles éventuels. Il n'y eut pas de fusillades à Taegu. Le mouvement amorcé par les élèves des écoles secondaires fut repris par les étudiants des universités et appuyés par nombre de professeurs, ce qui donna une vraie résonance politique à ces démonstrations et permit d'enlever la décision. On peut en tout cas dire, les écoles et les universités se sont révélées les détentrices de la conscience nationale, les championnes de la liberté, de la justice et des droits de la personnalité.

Tandis que dans d'autres pays, en Turquie par exemple, ou dans certains pays d'Amérique du Sud, l'armée a joué un rôle important dans les changements de gouvernement, l'armée coréenne était restée à l'écart. L'armée coréenne, sur les ordres du gouvernement, devait surtout seconder la police dans le réglage de la circulation et surveiller les manifestants. Tout en remplissant cette tâche, elle n'intervint pas contre les manifestants et se contenta de tirer en l'air tandis que la police, elle, tirait sur la foule. Le général des forces armées de Taegu avait déclaré le jour même des troubles, qu'il n'ordonnerait jamais à ses soldats de tirer sur les étudiants, et que d'ailleurs son propre fils participait en ce moment même à Séoul à une manifestation estudiantine.

Pour ceux qui connaissent la mentalité coréenne, le fait que la révolte vint des écoles et non pas de l'armée n'a certainement pas été une surprise. Depuis des siècles, la vie coréenne est marquée par les principes confucianistes, toute la vie sociale coréenne est imprégnée de l'enseignement de Confusius. Pour ce Sage, une armée n'est pas absolument nécessaire dans un pays pacifique et épris de paix; c'est aux personnes instruites, aux sages, qu'il appartient de diriger le pays. Platon ne l'aurait certes pas désavoué. Bien que l'âge d'or du confucianisme ait vécu, les Coréens n'en continuent pas moins à réagir souvent sous l'influence de ses idées traditionnelles. Un autre fait significatif: alors que les policiers avaient disparu des villes — après s'être rendu compte de leur défaite — l'armée s'adressa au corps enseignant et aux étudiants en leur demandant de l'aider à ramener l'ordre dans les rues. A Taegu, par exemple, voici comment les choses se sont passées: tous les étudiants de l'Université

Nationale et des collèges, exceptés ceux du Collège Protestant, commencèrent la manifestation en défilant dans les rues principales de 14 à 19 heures. Lors du meeting final, quelques professeurs parmi les plus courageux avaient rejoint les étudiants. Le lendemain, la plupart des professeurs étaient aux côtés de leurs élèves. Le soir, les étudiants continuaient à manifester; des émeutiers inconnus se mêlèrent à eux et



Un étudiant coréen porte un camarade blessé

mirent à sac 26 bureaux de police et boutèrent le feu au Q.G. du gouverneur; c'est cette nuit que tous les policiers avaient disparu. Le lendemain matin l'armée était appelée à ramener l'ordre dans les rues. Les officiers de police, le Gouverneur provincial avait disparu également; c'est alors que le général, de concert avec des représentants des professeurs et des étudiants, tint conseil à son Q.G. Soldats et étudiants exécutaient les ordres qui émanaient des avis concertés du Général, et des comités professoral et estudiantin.

Ils balayèrent les rues, rétablirent l'ordre autour des immeubles détruits par l'incendie, ainsi que près des bureaux de police saccagés, tout cela un jour après avoir exposé courageusement leur vie pour la cause de la liberté de la patrie. Pendant toute la journée et même pendant une partie de la nuit, à tous les carrefours de la ville, les étudiants faisaient régner l'ordre. Plusieurs agitateurs — qui n'avaient plus aucune raison d'agir, puisque le mouvement avait réussi — furent dispersés par les étudiants. Pendant la nuit, de nombreux appels téléphoniques arrivaient des petites villes environnantes, que toutes désiraient avoir des étudiants pour aider à rétablir d'ordre. Des étudiants furent alors immédiatement convoyés par les jeeps de l'armée là où on en avait besoin et menèrent leur tâche à bien. Pour quelques jours d'ailleurs, dans plusieurs parties du pays, les professeurs et les étudiants furent les seules forces de l'ordre.

A cette période, alors que tout le monde cherchait à s'appuyer sur des personnes sûres, les étudiants étaient naturellement appelés à jouer un rôle important en diffusant les principes de justice et de démocratie. Les étudiants ne se tournèrent pas vers ceux de leurs professeurs qui avaient accepté le système dictatorial défunt, mais bien plutôt vers ceux qui avaient toujours combattu pour le triomphe du droit et de la justice. C'est ainsi que les professeurs catholiques furent choisis comme des chefs par les étudiants, et à bon droit. Le professeur Rhi Hyo Sang, Doyen de la Faculté des lettres de l'Université Nationale de Taegu fut un des premiers professeurs à descendre dans la rue avec les étudiants; le professeur Kim Tal Ho, professeur de littérature, ne répugna point d'entretenir nuit et jour les étudiants des principes d'ordre, de justice et de droit; s'il n'y eut pas d'échauffourées sanglantes à Taegu, les professeurs doivent en tous cas en être remerciés pour leur part.

Bientôt, dans leur quête de la justice, les étudiants s'aperçurent qu'un "grand nettoyage" devait être opéré du haut en bas de l'administration, entachée de corruptions de toutes sortes, et à tous degrés. On avait toujours connu des cas de corruption, mais personne n'en avait parlé jusqu'ici. C'est ainsi que devant tous les étudiants réunis en rangs serrés sur la place de l'Université, un délégué étudiant lut la déclaration suivante:

"La puissance du dictateur qui depuis douze ans a conduit le pays dans l'impasse actuelle vient d'être détruite par les étudiants, dont l'indignation exaspérée les a poussés à clamer leur amour de la liberté, à verser leur sang et a brisé ainsi les chaînes de la tyrannie".

"Tout notre peuple est en train de travailler à l'élaboration d'une société démocratique, après que notre pays a supporté depuis trop longtemps une époque sombre. Quant à nous, étudiants, nous devons à l'intérieur de nos propres universités, promouvoir une vie académique plus démocratique et libre, en accord avec les principes que nous prônons.

Les jours où toutes sortes de brimades et d'injustices étaient notre lot sont passées, nous allons maintenant avancer dans un climat de justice et de vérité".

"Si nous agissons dans cet esprit, le sang de nos camarades n'aura pas été versé en vain. C'est ainsi que nous décidons:

- 1.— De faire chasser les étudiants qui nous avaient dénoncé aux autorités, et révoquer les fonctionnaires de l'Université qui se sont compromis dans des scandales (suivait une liste de différents fonctionnaires, le Président de l'Université, des secrétaires de département, et même le garagiste).
- 2.— De rechercher et de faire punir les étudiants qui eurent des collusions avec la police et ceux qui ont donné à cet organisme les noms des chefs de la manifestation. Après leur condamnation, ces étudiants ne devront plus être admis dans une université ou dans quelque société d'étudiants.
- 3.— D'exiger la démission de l'éditeur et de l'administrateur du journal de l'Université, et d'exiger que ce journal passe dans les mains des étudiants qui le rédigeront librement.

D'autres résolutions furent encore prises quant aux formes à donner à l'administration et à l'enseignement universitaires. Les demandes de démission et les représentations contenues dans la Résolution furent diffusées dans différents collèges et finalement approuvées par le corps professoral. Il est peut-être bizarre de voir figurer le garagiste sur cette liste de personnes dont on réclame la mise à pied, mais il était connu pour être un homme facilement corrompible.

Mais ce que les étudiants demandèrent surtout, c'est que les professeurs qui prônaient ouvertement des systèmes intellectuellement faux et corrompus fussent renvoyés. Par exemple, le jour de la révolte des étudiants à Taegu, un professeur de l'Université Nationale les prit à partie dans un journal, prétendant qu'ils n'avaient pas le droit de manifester, que c'était des actes illégaux et qui appelaient une punition. Lorsque le vent eut tourné et que Syng Man Rhee se fut retiré, ce même professeur rejoignit les professeurs qui manifestaient, mais c'était un peu tard. Au meeting des professeurs et des étudiants, le 3 mai, il fut prié de se démettre, car son enseignement n'était basé sur aucune conviction et qu'il était incapable d'enseigner quelque chose de valable à ses étudiants.

Le fait que les professeurs catholiques aient pris beaucoup d'avancement dans les universités n'est pas dû à une quelconque manoeuvre politique, mais au seul fait qu'il y avait fort peu de professeurs qui aient résisté au courant de corruption, matériel et intellectuel, et que parmi les résistants nombreux étaient les catholiques.

(à suivre)



... ni juif
ni grec...

by Máire Pompe



L'Afrique est la terre des mythes par excellence. J'écris cet article pour en dissiper certains qui ont cours aujourd'hui dans ce pays tourmenté qu'est l'Afrique du Sud.

Fundação Cuidar o Futuro

Un Africain me disait récemment à Londres: "L'Eglise serait-elle en train de s'amender avant qu'il ne soit trop tard? Il y a davantage d'évêques et d'archevêques africains, et voilà même un Cardinal maintenant! Mais nous ne sommes pas dupes; pourquoi est-ce seulement maintenant, alors qu'il est clair que le vent a tourné, que nous, Africains, prenons de l'importance aux yeux de l'Eglise? Et puis nous savons bien ce que l'Eglise a à nous proposer, nous la jugeons d'après ses membres. Y-a-t-il vraiment une différence fondamentale entre les catholiques et les autres? Peut-on à coup sûr les distinguer des autres d'après leur attitude à notre égard? Ont-ils d'autres rapports avec les Africains que ceux de maître à serviteur? Oh! je vous concède quelques exceptions; vous trouvez des exceptions partout et je vous avouerais que je compte de bons amis parmi les catholiques, mais de grâce ne me dites pas que l'Eglise a quelque chose à apporter à l'Afrique Nouvelle. Et que dites-vous du tollé général soulevé parmi les Européens "bien-pensants" du Natal par l'accession à l'épiscopat d'un homme de race zoulou, notre évêque Dlamini, de Umzikulu? Les déclarations de la Hiérarchie, c'est bien joli, mais si les vérités

qu'elle prône étaient vraiment senties et vécues par les fidèles, cela devrait se concrétiser par un comportement général différent, par des actes".

Cette manière de voir n'est pas exclusivement celle d'un individu ayant passé par l'école de la mission et l'Université catholique d'Afrique du Sud, comme c'est le cas pour cet ami. Il est assez suprenant de constater combien peu nombreux sont les Africains, même ceux qui ont quelques notions de l'histoire de l'Eglise en Afrique, qui savent que l'Eglise n'est pas du tout en train d'inaugurer une nouvelle politique. Il y a des siècles que l'Eglise a créé un clergé indigène. Le premier évêque africain fut consacré au Congo en 1518. A cette époque, on ne dénombrait pas moins de 31 évêques africains, ce qui est remarquable si on veut bien penser au niveau d'instruction des Africains d'alors. Il faut bien reconnaître que, pendant le XIXe siècle surtout, les missionnaires étaient trop souvent les tenants d'un esprit paternaliste au lieu de se montrer les frères des Africains; reconnaissons aussi que jusqu'à maintenant presque rien n'avait été entrepris pour sauvegarder et intégrer dans la vie de l'Eglise celles des coutumes africaines qui ne se trouvaient pas en contradiction avec son enseignement. Benoit XV avait donné des directives aux missionnaires, les exhor-

Máire Pompe, Sud-Africaine, qui a vécu dix ans en Europe, remplace Bridaine O'Meara comme rédactrice du Journal.

tant à susciter des vocations parmi les indigènes, afin que la mission spirituelle naisse dans le peuple lui-même et pour que le prêtre indigène, lié à ses semblables par toutes les fibres que créent une même origine, un même tempérament et de communes aspirations, réunisse ainsi des atouts exceptionnels pour acclimater la Foi à leur manière de voir et que, plus que tout autre, il soit revêtu pour cette tâche d'un large pouvoir de persuasion.

Nous n'en dirons pas davantage à ceux qui reprochent à l'Eglise n'être tout d'un coup sousieuse de voir l'Eglise d'Afrique aux mains des Africains et qui lui font un grief de vouloir assurer sa présence sur ce continent. Il est par contre plus difficile — embarrassant même — de répondre aux accusations portées contre la majorité des catholiques blancs d'Afrique du Sud qui acceptent, comme tous les autres, la ségrégation raciale. Depuis quelques années une tendance libérale, dont l'opposition à la ségrégation

*"Lié à ses semblables par toutes les fibres
que créent une même origine,
un même tempérament
et de communes aspirations..."*



est notoire, s'est fait jour et les catholiques ont été et sont encore présents dans différents mouvements qui oeuvrent dans le sens une meilleure justice sociale. Mais cela veut-il dire que les catholiques en général, dans leurs rapports habituels avec les Africains se comportent autrement que d'après les règles établies ? Bien honnêtement, on ne peut pas l'affirmer. Mais d'énormes progrès sont en passe d'être accomplis, par la Hiérarchie d'une part et par différents groupements au sein desquels les étudiants et les diplômés catholiques ne sont pas les moins actifs. En ce moment même plusieurs catholiques sont dans les rangs de ceux qui sont en prison pour opposition à la politique gouvernementale. La presse catholique de son côté exerce une influence considérable en rendant les catholiques attentifs aux contradictions existantes entre leur comportement et la doctrine de l'Eglise. Et le mouvement pour que les catholiques donnent l'exemple en payant des salaires plus élevés peut avoir des conséquences à longue échéance.

Depuis 1952 la Hiérarchie a fait trois importantes déclarations sur le problème des relations raciales. En Rhodésie également, les Evêques sont à l'oeuvre. Des déclarations aux brûlantes incidences politiques (et qui osera prétendre que l'Eglise n'a pas à se soucier de politique ?), telles que la lettre pastorale ferme et explicite de l'évêque Lamont, de Umtali, sur le problème de la faim et sur le nationalisme africain, ont encouragé certains Africains à rester fidèles leur foi, alors que pour eux la tentation était grande de douter, au vu du peu d'intérêt apparent que porte l'Eglise à l'endron de leurs urgents problèmes.

Les effets de ces lettres pastorales sur les fidèles auxquelles elles étaient destinées ne furent pas négligeables. Avant de m'étendre sur certains passages de ces déclarations, j'aimerais examiner l'attitude du monde vis-à-vis du problème de l'Afrique du Sud — après les troubles de Sharpeville et d'ailleurs — et j'aimerais aussi m'arrêter à la situation interne en Afrique.

Réprobation mondiale

La très large condamnation de la politique raciale de l'Union Africaine est sans conteste une très bonne chose, surtout lorsque l'on considère les surprenants effets que cela produisit sur les membres de tous les partis de l'Union, — les nationalistes extrémistes mis à part, qui n'y virent qu'une raison de pousser plus loin leur politique. Bien que l'heure du changement se fasse attendre, on ne pourra pas l'arrêter et plusieurs journaux qui jusqu'ici avaient pleinement soutenu la politique raciale, conviennent des critiques et lancent un appel pour une action positive avant que ce ne soit la catastrophe. "Nous devons prendre en considération le réveil politique de l'homme noir". L' "Eglise Réformée Hollandaise" craint que la perpétuation des vexations à l'égard des Noirs ne conduise "à une

moisson de haine" et se montre elle-même soucieuse de la "valeur humaine des non-Européens". Quant au monde des affaires, attentif aux fluctuations de la Bourse plutôt qu'aux droits des Africains, il a lancé un sérieux avertissement et s'est fait le champion du dialogue avec les Africains. (Le jour où l'état de crise fut déclaré, la valeur de tous les fonds inscrits baissa de 70.000.000 de livres). Plus intéressante que cette réaction, dictée surtout par des soucis d'opportunisme, est celle des individus, leur réaction morale.

Voilà pour les effets de la critique; qu'en est-il maintenant des critiques eux-mêmes? La position de certains d'entre eux, qui clament à journée faite leurs accusations, n'est pas édifiante; ce sont les "humanitaires", qui ne le sont qu'envers ceux qu'ils choisissent, qui choisissent ceux contre qui ils s'indignent, qui ne connaissent pas les données fondamentales de la situation, qui restent impassibles chez eux devant les injustices et les discriminations mais qui lancent des critiques ignorantes et irresponsables, avec une secrète suffisance. (Combien de catholiques par exemple n'expriment pas leur opinion sur la situation en Espagne?) "Les Afrikaners finiront par se faire vaincre". Voilà un exemple typique de confusion assez fondamentale sur lequel on basera discussions et informations, si on ne sait pas préalablement que les Afrikaners sont les descendants blancs des premiers Boers hollandais, et non pas les membres des tribus bantus qui sont quant à eux appelés Africains.

Près des 4/5 des Afrikaners établis dans le pays sont des nationalistes et par le fait même les tenants de la politique d'**apartheid**. Qu'en est-il du cinquième restant, et du groupe toujours croissant à l'intérieur même du parti dont la conscience s'éveille, qui sait que tout ne va pas selon la volonté de Dieu et qui le dit avec fracas? On ne peut pas identifier un groupe racial avec un parti politique. L'Afrikaner pris en particulier a comme tout homme une destinée divine, et il est tout à fait extraordinaire que la plupart des catholiques Sud-Africains ne se rendent pas compte que les Afrikaners ont aussi un urgent besoin de recevoir la Parole. Ce n'est que très récemment d'ailleurs que l'Eglise a compris qu'elle ne s'était jamais occupée des Afrikaners. Les trop rares ouvriers dans les vignes du Seigneur ont donné leur attention d'abord vers un champ d'action où la récolte serait abondante, c'est-à-dire vers les païens Africains. Maintenant, on a pris conscience de cette négligence et du besoin impérieux de s'occuper plus activement et mieux de nos frères Afrikaans. Un reste de prévention entre les communautés de langue anglaise et celles de langue afrikaan entrave le travail dans ce secteur et il n'est pas jusqu'à certains membres du clergé qui n'en soient affectés. Cependant on constate aussi des changements sur ce point: il y a maintenant des messes le dimanche avec sermon en afrikaan, chose qui eût été impensable il y a quelques années seulement; un cours par correspondance s'est établi discrètement (car "die Roomse

gevaar" — le danger romain — est le dicton qui marque l'opposition violente des Afrikaners à l'Eglise catholique); un magazine mensuel en afrikaan paraît depuis quelques années et est répandu dans les séminaires. L'idée de ceux qui sont les promoteurs de cet apostolat l'Union) fera sentir ses effets: cette ordonnance rend est que la conversion des Afrikaners est la seule réponse que l'on peut donner au problème crucial et désespéré de l'Afrique du Sud, la question raciale. Mais il est bien douteux que ce problème trouve sa solution avant longtemps.

Il existe une séparation assez prononcée au sein même de la population blanche entre les communautés d'expression anglaise et afrikaan, séparation qui ira en s'accroissant lorsqu'une relativement récente Ordonnance (promulguée au Transvaal — destinée à toute obligatoire l'enseignement primaire et secondaire dans la langue maternelle. Les universités n'échappent pas non plus à cette séparation entre étudiants de langues anglaise et afrikaan, quoique plusieurs étudiants suivent les cours dans les deux langues. Cette séparation qui affecte la vie du pays toute entière est un obstacle de taille à l'apostolat auprès des Afrikaners. L'arrivée ces années passées d'émigrants hollandais, tout en apportant ses problèmes particuliers, ouvert en un certain sens la voie de l'Eglise aux Afrikaners.

Le Calvinisme d'Afrique du Sud

La caricature très souvent reproduite, parue dans un journal allemand, qui représentait un Afrikaner, Bible en mains, tirant sur ces Africains noirs, reflète la critique réprobative du monde entier. L'Eglise Réformée Hollandaise, à laquelle appartiennent la grande majorité des Afrikaners, soutient bien l'**apartheid**, mais elle condamne la violence. Aujourd'hui encore on peut entendre l'argument (calviniste?) selon lequel c'est par la volonté expresse de Dieu que l'Européen jouit d'une situation privilégiée. Pour certains, par une interprétation aberrante de la Bible, le Noir a été, de par la volonté divine, destiné à être pour toujours un serviteur. Comme les descendants du troisième fils de Noé, Cham, il semble être condamné à jamais d'être un bûcheron et un porteur d'eau, "le dernier des esclaves pour ses frères" (Gen. IX, 25).

Les dirigeants de l'Eglise Réformée Hollandaise même s'ils n'invoquent pas cette justification, croient sincèrement au bien-fondé de l'**apartheid**. Et lorsqu'après les récents troubles les leaders de l'Eglise anglicane les mirent en demeure de dénoncer cette politique, le Synode du Cap publia un communiqué qui disait: "Nous déclarons à la face du monde que nous refusons de violer notre conscience en adoptant une politique (rejetant la ségrégation) qui aurait pour cause d'anéantir ce qui a été obtenu aux prix de tant d'efforts, de sacrifices et de patience pour le bien, le développement et la promotion des Africains". Cependant, douze ministres de cette église se



sont prononcés récemment pour une condamnation en règle de la pratique de l'**apartheid**. Ils la condamnent comme étant immorale, ne correspondant pas à l'esprit de la Bible et comme n'ayant aucun fondement dans les Ecritures. Et ils déclarèrent prononcer cette condamnation forts de l'appui de cent de leurs confrères. La théologie ne peut pas être citée pour justifier une quelconque suprématie d'une race sur une autre, firent-ils savoir.

La "Nederduits Hervormde Kerk" (Eglise Réformée Hollandaise), ardent supporter du développement séparé des deux races, déclare: "... nous accordons aux Bantous ce que nous réclamons pour nous mêmes — c'est-à-dire qu'ils puissent rendre à Dieu un culte dans des églises qui leur sont propres, indépendantes, desservies par leurs propres ministres, et qu'ils puissent glorifier Dieu selon leurs coutumes et dans leur propre langue".

Il est certain qu'à l'heure actuelle, au sein de cette église, plusieurs doivent se livrer à un examen de conscience assez cruel. Est-il exclu qu'un groupe puisse imposer à cette église toute entière une révision fondamentale de sa position? Cela paraît être une vue optimiste. Le gouvernement, qui jusqu'à maintenant a œuvré avec l'appui de l'Eglise Réformée, commence, il est vrai, à voir son autorité morale ébranlée. Pour un peuple aussi profondément religieux que les calvinistes afrikaners, cela peut créer un courant de plus large indépendance de jugement parmi les fidèles.

Le grand mythe

Il n'est pas exact de prétendre que la discrimination raciale et le développement séparé des races soit seulement le fait du gouvernement nationaliste établi depuis 12 ans. Sans doute, la politique officielle d'**apartheid** est-elle plus efficace que le vague système établi aux cours des ans par les gouvernements précédents. Mais la ségrégation était déjà pratiquée et l'Africain était déjà exploité (bien que sa situation ne fût pas aussi humiliante qu'aujourd'hui).

En dépit de l'amélioration spectaculaire apportée aux épouvantables conditions d'antan — fait souvent dénié par les libéraux —, l'Africain se trouve aujourd'hui plus qu'avant dans une position d'une grande insécurité, et profondément injuste, à cause des discriminations apportées par la loi de l'**apartheid**. Chose dont on ne se rend souvent pas compte, on est là en présence d'une véritable lutte de classes et non pas seulement d'un conflit racial. Plusieurs de ces lois ne sont d'ailleurs qu'une codification de coutumes sociales. Mais les lois les plus humiliantes, qui témoignent de la complète méconnaissance de la dignité de l'homme (et l'Afrique du Sud a accepté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, quoique après examen des textes je n'ai pu relever qu'un seul article qui ne soit pas violé de façon flagrante) sont les lois que



l'actuel gouvernement a fait passer, dont l'une des plus pernicieuses est le

Bantu Education Act (1954) appelé selon le Gouvernement à donner de l'extension aux services d'éducation afin d'adapter l'Africain à son rôle dans la société (le rôle qui lui a été réservé par le Blanc). Cette politique réactionnaire a pour but de perpétuer les différences entre les deux races et l'on peut y voir également la négation d'une unité dans l'éducation en tant que telle. Les Eglises (à part l'Eglise Réformée) sont lourdement touchées par cette loi. Les subsides gouvernementaux furent supprimés ou énergiquement réduits. Toutes les écoles des missions de l'Eglise anglicane (qui étaient d'excellents établissements) furent fermées, tandis que les catholiques décidaient de garder le contrôle sur leurs écoles pour Africains grâce à un effort financier de grande envergure de leur part. Le droit d'ouvrir de nouvelles écoles de missions a été aboli et lorsque les gens sont transférés ailleurs, les écoles de missions ne peuvent être de voyage.

Le **Group Areas Act** établit des aires de résidence complètement séparées pour les deux groupes ethniques, et il accorde aux employés noirs une permission limitée de résidence dans les aires réservées aux Blancs (et aux prêtres pour pénétrer dans les lieux de résidence des Noirs). De plus, le droit de propriété souffre des limitations dans les aires noires.

Le **Mixed Marriages Act** dénie à un individu le

libre choix d'un conjoint, à l'encontre des lois divines et naturelles.

L'**Immorality Act** est une loi dont on a beaucoup parlé et qui vise non pas la répression de l'inconduite, mais le mélange des races, ce qu'on appelle l'immoralité mixte, y compris le raccolage.

Le **Population Registration Act**, ou loi sur le recensement de la population, pierre de touche de la politique d'**apartheid** selon feu le Dr Malan, classe toute la population de l'Union selon ses appartenances ethniques sans oublier les nombreux cas de métissage, pratique qui aboutit sans cesse à des cas inhumains telle que la célèbre affaire Beecher. Un bébé d'un an qui avait été adopté par des parents blancs quelques jours après sa naissance fut déclaré de "race colorée" par les fonctionnaires du Ministère des Affaires Sociales. Cela voulait dire qu'il n'était plus possible à ses nouveaux parents de le garder et que cet enfant serait désormais considéré comme un citoyen de seconde classe; grâce à l'appui de la presse et à des hommes de lois, le ménage Beecher put gagner la Grande-Bretagne avec l'enfant. Il y a des douzaines de cas semblables chaque année, il y en a de plus déchirants encore et il est bien rare qu'ils se terminent d'une façon heureuse.

Quant à la loi, malfamée s'il en est, sur les laissez-passer, qui permet de contrôler le mouvement, l'emploi et les changements de domicile des Africains dans les milieux urbains, elle conduit à un nombre incalculable de poursuites pour infractions aux règles qui l'édictent. Très souvent, au nombre de ces infractions on compte des cas aussi bénins que le fait de changer d'emploi sans le consentement de l'ancien patron ou d'autres erreurs sans grande importance et qui sont souvent dues au fait que les porteurs de ces laissez-passer sont illettrés. Un "indigène" peut être emprisonné 30 jours sans jugement, et sans être coupable du moindre délit, pendant que l'on enquête au sujet de son "Reference Book" (loi no 67 de 1952; amendée par la loi no 79 de 1957).

Les restrictions d'emploi, le taux des salaires inférieur pour les travailleurs noirs, l'exclusion des comités de conciliation des Africains travaillant dans les usines (la grève est considérée comme une infraction criminelle), l'interdiction faite aux Africains de pratiquer quelque artisanat que ce soit à l'intérieur des aires blanches, le **Migrant Labour System** (principe qui conduit à des situations insoutenables, le travailleur africain travaillant en milieu urbain tandis que sa femme se voit obligée de rester à l'intérieur des "réservés", l'inégale répartition des terres cultivables, le refus du droit d'association, la loi sur l'extension de l'université (plus restrictive qu'extensive), les pratiques discriminatoires devant la loi, le refus de faire participer les noirs à la vie du gouvernement par un bulletin de vote, le fait que les chefs politiques blancs

ne rencontrent jamais les chefs africains reconnus et ne savent pas comment les Africains vivent, parlent, pensent (— Pour l'amour de Dieu, si nous pouvions seulement leur parler, disait un Africain), les arrestations arbitraires, la détention et l'exil auxquels bon nombre d'Africains et de "colorés" sont condamnés chaque année. Les pouvoirs discrétionnaires qui permettent de couvrir les brutalités sous le manteau de la loi et d'interdire les deux principaux partis africains qui tombent sous le coup des mesures consécutives aux troubles récents, l'état de crise ayant été prononcé; tout cela et beaucoup d'autres choses constituent la politique d'**apartheid**.

Si l'on étudie cette politique dans la pratique, force est de constater que l'**apartheid** est avant tout affaire d'opportunisme, dictée par le seul souci des Européens, qui vise à préserver et perpétuer la domination d'une oligarchie blanche sur les Africains, les Asiatiques et les "colorés".

Dans sa version idéalisée, l'**apartheid**, devrait conduire à l'établissement d'un Etat souverain bantou. Mais cela n'est qu'un rêve de quelques-uns. Ils croient sincèrement que l'**apartheid** est la seule manière de préserver "notre patrimoine culturel occidental", cela en faisant vivre en vase clos les deux communautés raciales qui peuvent ainsi se développer selon leurs conceptions sociales et culturelles respectives — ils pensent qu'il est impossible (surtout maintenant que la majorité noire a pris conscience de sa force par la violence) d'arriver à ce but tant qu'il y aura un contact quelconque, c'est à dire une friction, entre les deux groupes, parce que, mis en contact avec la civilisation occidentale, l'Africain ne pourra se développer selon ses exigences propres et tant qu'il n'y aura pas ségrégation, il sera exploité par les Blancs.

Blasphème

Ce point de vue — sa myopie mise à part — peut paraître meilleur que l'application quotidienne qui en est faite. Ce principe comporte en outre une évasion devant les responsabilités morales et il implique le rejet de cette vérité de foi que le Christ, le Nouvel Adam, a ouvert par sa Résurrection les sources de la vie nouvelle à tous les hommes. C'est également rejeter Ses ordres: "Aimez votre prochain comme vous-mêmes: aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés". Le Christ n'a pas dit: "Aimez votre prochain, mais tenez vous à distance de lui". A l'argument qui veut que l'**apartheid** ait été instituée selon la volonté de Dieu, les évêques catholiques ont répondu: "On tremble en entendant ce blasphème, en entendant attribuer à Dieu les atteintes à la charité et à la justice qui accompagnent nécessairement la politique d'**apartheid**" (1956).

Opposition entêtée

L'Eglise catholique, par trois déclarations impor-



tantes sur le problème racial ainsi que par de nombreuses prises de positions n'a pas pu laisser de doute sur son attitude à l'égard de la politique raciale actuellement en vigueur. Elle a été jusqu'à dire que le fait de s'opposer à l'intégration était un péché tandis que rester indifférent à ce problème était un péché d'omission. Et elle ajoutait: "Nous demandons très sérieusement à tous les Sud-Africains de race blanche de réfléchir à ce que l'apartheid signifie, à sa malice intrinsèque et à son caractère anti-chrétien, aux injustices qui en découlent et aux désastres qu'elle ne manquera pas de provoquer dans ce pays que nous aimons tous" (1954).

Le Gouvernement a dernièrement lancé une attaque ouverte à cette attitude pro-raciale de la Hiérarchie: "... on conçoit et il semble même qu'en fait la chose paraisse inévitable, que si l'on ne prend pas certaines mesures de précaution, des évêques bantous ou même des prêtres pourront avoir sous leur autorité des prêtres, des missionnaires ou des fonctionnaires blancs de l'Eglise catholique".

Dans une lettre pastorale collective, composée à leur conférence du mois de janvier dernier, les Evêques déclarèrent leur opposition à toute législation qui aurait pour des raisons racistes, apporterait des limites à la liberté d'association ou qui consacrerait la méconnaissance de l'unité de la race humaine. "On a l'habitude de parler de différentes races, mais il n'existe au fond qu'une seule race, la race humaine. Nous sommes tous des descendants d'Adam et nous possédons tous la même nature humaine. Nous avons tous été créés à l'image de Dieu, chacun de nous possède une âme immortelle, avec ses facultés de penser, de vouloir et de connaître et nous sommes tous appelés à une destinée éternelle. Dieu a voulu que nous soyons tous unis à Lui et aux autres, dans ce monde comme dans l'autre. ... La valeur de chaque homme ici bas a été le prix payé par le Christ, Sa propre vie".

A côté de cette opposition à toute loi qui refuse à l'ensemble des citoyens de participer à la vie du pays, et tout en condamnant différents aspects particuliers de la politique en vigueur, les Evêques énumérèrent les droits de l'homme en déclarant que ces droits étaient fondamentaux et découlaient précisément de l'obligation pour chaque homme de parfaire sa nature et d'accomplir sa destinée. Ils considèrent que la loyauté qui doit présider aux relations entre les groupes doit être subordonnée à la reconnaissance primordiale de la dignité de la personne humaine et la conscience que tous les hommes forment en eux mêmes une communauté unique. "Si nous reconnaissons l'instinct naturel qui nous pousse à nous associer avec ceux pour lesquels nous nous sentons des affinités, alors nous devons tendre à l'unité et non pas à la désunion... La loyauté entre les différents groupes doit conduire à une fidélité plus noble, la fidélité à la volonté divine, la fidélité envers cette unité transcendante que constituent tous les hommes".

"Les individus ont le droit de combattre pour obtenir la reconnaissance de ces droits légitimes, mais ils doivent se servir de moyens pacifiques. Cependant il faut comprendre que l'exaspération puisse conduire à des actes de violence. Si nous ne pouvons justifier de tels actes, nous devons cependant oeuvrer pour que soient changées les mesures injustes qui en sont la cause originaire".

"... Il est indispensable qu'un changement s'opère dans notre vie commune, mais ce changement doit commencer avant tout dans les individus. C'est toute une mentalité qui doit être changée, de telle façon que nous considérions nos frères noirs comme de véritables personnes humaines; il faut un changement dans les coeurs qui nous dispose à concevoir nos rapports avec eux comme avec des hommes à part entière, qui nous prépare à les accepter avec leurs défauts, car comme tous les hommes, comme nous, ils en ont. L'appréhension doit se changer en confiance mutuelle, on doit aller du mépris jusqu'à une juste appréciation de leurs qualités, nous devons quitter notre fierté native et avoir le souci du bien-être de notre prochain, du ressentiment nous devons arriver à une attitude de patiente mansuétude. Et tout ceci n'est que l'esprit du Sermon sur la Montagne, le principe fondamental du christianisme. Le Sauveur n'a-t-Il pas déclaré bienheureux ceux qui ont faim et soif de justice et ne leur a-t-Il pas promis qu'ils seraient rassasiés?"

"Nous ne pouvons pas assez insister sur la nécessité et sur l'obligation qu'il y a de prier, car c'est la grâce de Dieu qui doit suppléer à notre ignorance et à nos faiblesses humaines et qui nous montrera les moyens propres à nous donner la solution nos problèmes".

La grande énigme

Peut-être que les chrétiens d'Afrique du Sud sont aussi cernés de trop près par leurs préoccupations immédiates pour concevoir le problème dans son ensemble; ils ne voient que leurs propres préoccupations et ne saisissent pas l'urgence vitale d'une solution pour l'Afrique toute entière. Ils ne sont pas conscients de leur responsabilité et ne se rendent pas compte que les Africains ont tendance à juger l'Eglise en la confondant avec la politique de la suprématie blanche. En mettant en question l'intégrité et la justice de ceux qui prêchent le christianisme, le pas est vite franchi de douter du christianisme lui-même.

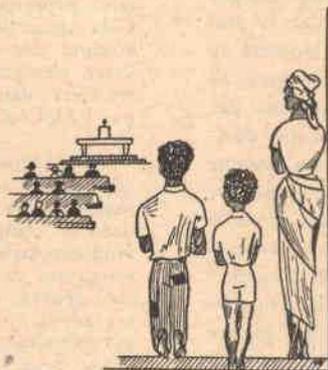
La Hiérarchie de l'Eglise a proclamé sans doute possible qu'elle désavouait et qu'elle condamnait la politique de l'apartheid, mais c'est au corps de l'Eglise tout entier qu'il appartient de montrer d'une façon retentissante, par des actes concrets et des sacrifices, qu'il répudie cette politique. Même s'il est douteux

que cela apporte un changement notable dans la politique officielle (selon S. Ex. Mgr Hurley, archevêque de Durban, nommé dernièrement aumônier de la section du Natal pour les relations raciales, il n'y a guère d'espoir de voir une transformation radicale de la politique blanche, "si ce n'est quelques changements minimes dans l'emploi de méthodes violentes"), du moins, et ce serait déjà beau, cela serait un témoignage de la fraternité des hommes dans le Christ.

Après la Conférence d'Accra (déc. 1958) des participants africains déploreraient le manque d'une idéologie africaine. Aucune discussion n'était basée sur

un principe cohérent, aucun raisonnement ne partait d'un principe solide. Rien que des considérations pratiques.

Quelle sera donc l'idéologie dominante dans l'Afrique nouvelle? Est-ce que les Africains découvriront la conception chrétienne de la vie? Est-ce que ce sera l'idéal chrétien qui leur permettra de donner le meilleur d'eux-mêmes et qui donnera un sens à leur vie? L'Afrique sera-t-elle la société où Dieu et César seront servis? Ou bien les Africains entendront-ils sur d'autres lèvres que sur celles du Christ: "Viens plus près mon ami".



- ★ "Cherchez d'abord le droit de vote et le reste vous sera donné par surcroît". N'Krumah.
- ★ "En 1960, fils et filles de l'Afrique, nous avons fait notre premier pas vers la liberté; en 1963 nous ferons le dernier.... Les Etats-Unis de l'Afrique sont pour demain". Mangaliso Sobokse, un des chefs du Mouvement Pan-Africain, aujourd'hui, interdit, professeur de physique à l'Université de Witwatersrand, actuellement en prison.
- ★ Les Africains ne sont pas de futurs hommes blancs.
- ★ "Dans aucun autre pays les indigènes ne sont traités d'une manière aussi loyale qu'en Afrique du Sud. Les rapports entre les blancs et les non-blancs y sont meilleurs que jamais.... L'Afrique du Sud pourrait être un exemple pour le reste du monde". L'Hon. De Wet Nel, ministre pour l'administration et le développement des Bantous.
- ★ "Ceux qui ne savent pas voir le Christ dans le visage de leurs frères d'une autre couleur, ne L'ont jamais vu et ne Le verront peut-être jamais". Claire Booth Luce.

Il y a des personnes qui trouvent dans les événements tragiques du Congo une justification de la politique raciale pratiquée dans certaines régions d'Afrique. Cependant il est manifeste que de telles situations se produisent précisément là où les Africains et d'autres peuples assujettis n'ont pas accès à une saine promotion politique, où aucune élite n'est formée pour occuper les hautes fonctions et gouverner avec sagesse.

PÉROU

L'Union Nationale des Etudiants Catholiques (UNEC) du Pérou est née afin de donner une réponse chrétienne aux problèmes de la jeunesse universitaire.

L'UNEC agit sur un double plan : vers l'intérieur, pour la formation de ses membres ou militants; vers l'extérieur pour faire rayonner la vie chrétienne dans l'université.

Organisation

L'UNEC est organisée sur le plan national, mais elle n'impose pas un type rigide d'organisation à tous ses centres locaux. Dans chaque université il y a un groupe que nous appelons "centro unecista". D'après le nombre de ses membres, les centres organisent des cellules spécialisées et des équipes intercellulaires.

L'action vers l'intérieur s'accomplit au moyen de cercles d'étude et de réunions générales ou de cellule; mais surtout par la prière, la lecture et le commentaire de la Bible, les recollections mensuelles, les retraites annuelles et l'approche individuelle ou collective des sources de grâce, les sacrements.

Vers l'extérieur, nous avons des activités corporatives aussi bien que des activités individuelles. L'action corporative reste toujours sur le plan spirituel, celui des principes chrétiens. Pour attirer les étudiants indifférents, chaque centre organise de grandes campagnes en faveur de la communion pascale universitaire. Nous en étions, cette année, à la dix-neuvième de ces campagnes, avec renfort de propagande au moyen de la presse, la radio, le cinéma, des affiches, des conférences etc.

Plutôt que de vouloir amener tous les étudiants à la maison de l'UNEC, nous songeons à porter notre mouvement à l'université. Dans ce but nous organisons par exemple des ciné-forums et des conférences suivies de discussions, avec la collaboration de professeurs et d'intellectuels compétents. Quelques uns de nos centres ont à leur charge des émissions de radio. Nous essayons de publier des brochures et d'autres bulletins destinés à l'université.

Lorsque des problèmes engagent la vie même de l'université, la morale ou la justice, les centres de l'UNEC font entendre leur voix afin d'orienter l'opinion des étudiants. Lors des élections des délégués des étudiants, l'UNEC rappelle la raison d'être du syndicalisme universitaire et les conditions que doivent réunir les dirigeants. Mais elle ne présente jamais de candidats; elle se refuse d'intervenir, en tant que mouvement organisé, dans la vie politique estudiantine.

L'activité individuelle des militants de l'UNEC est fondamentale. Elle consiste

surtout en l'apostolat personnel, de camarade à camarade, par l'exemple, par une parole prononcée au bon moment, par la prière et le sacrifice. Elle comprend aussi la participation individuelle des membres en tant qu'étudiants dans la vie syndicale universitaire, sur la base des principes acquis dans l'UNEC.

Un peu d'histoire

Le 25 août 1941, 12 étudiants ont fondé la "Juventud de Estudiantes Católicas", devenue l'UNEC deux ans plus tard avec deux branches, une masculine et l'autre féminine, considérées comme mouvements spécialisés de l'Action Catholique et étendant leur action à Lima, à Arequipa, à Cuzco et à Trujillo. En 1943, les deux branches, masculine et féminine, se sont réunies en une seule afin de mieux s'adapter au milieu universitaire, où rien ne sépare les garçons des filles.

Le Conseil national de l'UNEC existe pour les centres. Il est conçu comme un service, dont le but est de coordonner et d'orienter le travail de ses membres en leur donnant une conscience apostolique sur le plan national aussi bien que sur le plan international.

Jusqu'ici, le Conseil national travaillait au moyen de réunions avec des méthodes parlementaires. Depuis cette année, nous avons introduit un nouveau système: les camps de travail. La nouveauté consiste à éliminer les méthodes de "congrès" de rapports et de commissions, en les remplaçant par un travail de formation dans une atmosphère de camaraderie. Nous avons déjà eu deux camps semblables durant les vacances d'été de cette année, en janvier dernier: un camp pour les étudiants et l'autre pour les étudiantes, les deux à l'échelon national. De même, nous avons organisé des camps sur le plan régional dans plusieurs villes du Pérou. Pendant la deuxième partie de l'année, les dirigeants nationaux feront des voyages d'appui et de formation aux différents centres de l'UNEC.

Vie nationale

Lorsque certaines questions engagent l'université ou la conscience nationale, l'UNEC fait aussi entendre sa voix. Le 10 mai, une déclaration officielle de l'UNEC critiquait certains articles de la nouvelle loi universitaire, qui avait dépossédé une institution d'enseignement supérieur de son caractère universitaire, provoquant ainsi une grève des étudiants dans tout le pays. Précédemment, le Conseil par une brochure intitulée "L'oligarchie contre le Pérou", a pris position contre les campagnes d'obstruction qui prétendaient empêcher le gouvernement de faire appel à "Economie et Humanisme". L'UNEC a également diffusé des informations sur le Festival de la Jeunesse à Vienne (communiste)

et sur le 3ème Congrès des Etudiants latino-américains.

Enfin, l'UNEC par son Conseil national a sa place au comité central de l'Action Catholique péruvienne, au conseil de coordination des organisations de jeunesse du Pérou (ORJUPE), ainsi qu'au comité péruvien de l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse.

Quelques problèmes

Le premier est celui du petit nombre de nos militants. En réunissant tous les centres, nous pouvons à peine compter sur 150 militants sûrs, auxquels il faut ajouter une centaine de participants irréguliers. Cela pour une population totale universitaire de quelque 35.000 étudiants. Nous n'avons pas non plus assez de prêtres comme aumôniers et ceux que nous avons sont surchargés de travail. Heureusement, plusieurs d'entre eux sont aussi professeurs à l'université et connaissent bien les étudiants.

Enfin, l'autre grande difficulté de l'UNEC est le manque de ressources financières. Toutefois, la situation s'est quelque peu améliorée cette année et nous avons un secrétaire permanent.

Nous sommes heureux de profiter de cette occasion pour nous présenter aux lecteurs du journal de Pax Romana. C'est très encourageant pour nous de pouvoir compter sur l'appui moral des 97 fédérations qui constituent le Mouvement International des Etudiants Catholiques.

CARLOS RAMÍREZ-ALZAMORA
President National de l'UNEC



En semaine, cette église sert d'école

HONDURAS

Honduras est l'un des petits Etats de l'Amérique centrale, avec une surface de 114.670 km² et une population d'à peine deux millions d'habitants. Notre pays est montagneux; ses hauteurs dépassent les 3.000 mètres. Elles sont entrecoupées de vallées fertiles à la végétation luxuriante.

Géographiquement, le pays est divisé en deux parties: la côte nord qui produit surtout des bananes et la côte sud où abonde le bétail et où se trouvent les principales plantations de coton et de café. Toute la partie orientale de la côte baignée par la mer Caraïbe constitue une grande étendue de montagnes, de forêts et de marais qui couvre un tiers du pays. Les prospections faites dans cette région laissent espérer que l'on y trouvera du pétrole.

Notre population, dans sa plus grande partie, est faite du mélange des indiens et des espagnols. Les métis comprennent le 91% de la population, avec 6% d'indiens purs, 2% de noirs et 1% de blancs.



La classe déborde dans la cour

L'art et l'architecture ont subi l'influence espagnole depuis le XVIIe jusqu'aux premières années du XIXe siècle. Aujourd'hui encore nos plus belles églises sont celles de style colonial. Elles se trouvent dans les villes de Comayagua et Tegucigalpa. La cathédrale de Comayagua, construite entre les années 1678 et 1697, est de style mauresque et baroque, importés tous deux de l'Espagne. Dans des cercueils de verre, les corps de dix évêques y ont été déposés. Ils ont été les pères spirituels de notre pays durant les trois siècles de régime colonial.

Dans les vieux quartiers de Tegucigalpa et de Comayagua, on voit de belles façades baroques, des balcons et des grilles en fer forgé.

L'héritage culturel du Honduras comprend les ruines d'une des plus grandes civilisations précolombiennes de l'Amérique, la cité maya de Copan, ainsi que la civilisation chrétienne du vieux monde que nous ont apportée les Espagnols. Avec l'indépendance, une véritable culture nationale a commencé, enrichie par des artistes et des écrivains dont la renommée s'étend dans tout le continent.

L'actuelle constitution politique du pays est entrée en vigueur en 1954 et elle reflète la tendance contemporaine dans tous les pays de l'Amérique Latine vers une amélioration de la situation économique et sociale du peuple.

* * *

L'Université Nationale Autonome du Honduras a débuté en 1845 avec un centre d'études supérieures créé par l'Abbé José Trinidad Reyes. Le souvenir du fondateur de l'université reste vivant parmi les étudiants qui en parlant de lui l'appellent affectueusement le "Recteur éternel" ou d'une manière plus familière encore le "Père Trino". A présent, l'Université comprend six facultés: droit et sciences sociales; sciences économiques; médecine et chirurgie; odontologie; chimie et pharmacie; sciences physiques et mathématiques.

Tous les étudiants immatriculés deviennent automatiquement membres de la Fédération des Etudiants Universitaires du Honduras (FEUH) et leur nombre approximatif est de quelque 1.300. Pour avoir une idée des tendances idéologiques qui dominent maintenant dans cette fédération, il suffit de dire que ses dirigeants l'ont affiliée à l'Union Internationale des Etudiants, création nettement communiste qui a son siège à Prague.

Lors de mon départ pour les Etats-Unis, il y a quelque 6 mois, notre groupement de Jeunesse Universitaire Catholique (JUCH) ne comptait qu'une dizaine de membres, mais ils sont certainement beaucoup plus nombreux maintenant. La présence catholique dans le monde universitaire se fait sentir par des conférences que nous organisons dans les salles même de l'université, par nos cercles d'étude et par les conférences itinérantes que nous organisons dans les différents collèges secondaires de la capitale. Nous essayons de créer une bibliothèque et nous aimerions lancer un journal universitaire. L'atmosphère n'est point hostile, mais en fait la plupart des étudiants doivent être considérés comme "heureux" du point de vue religieux.

Je vois dans mon pays très exactement trois sortes d'étudiants:

— une majorité d'indifférents, apathiques en tout ce qui concerne les problèmes du milieu universitaire; livrés à leurs études, ils s'isolent sans mesurer les conséquences de leur abstention qui laisse le terrain libre à une majorité communiste pour agir au nom de tous;

— le petit groupe des dirigeants de la FEUH, organisateurs de grèves, demagogues et souffrant d'une véritable indigestion d'endoctrinement communiste mal assimilé, plusieurs d'entre eux ont voyagé dans les pays derrière le rideau de fer et ont assisté à des congrès et à des festivals de jeunesse grâce à de l'argent soviétique;

— le troisième groupe est celui des étudiants catholiques, décidés à maintenir leur foi malgré l'ambiance qui prédomine actuellement dans l'université, mais manquant d'orientation et de formation suffisantes.

Pax Romana devrait nous aider en nous envoyant des dirigeants, ou du moins, en nous rendant visite lorsqu'un des dirigeants de Pax Romana voyage dans notre région. Pax Romana devrait également nous aider pour obtenir un bon assistant ecclésiastique. Car si nous sommes peu nombreux, nous sommes entièrement décidés à ce que le royaume du Christ s'implante dans notre pays.

GLORIA MARIA BUSTAMANTE,
ancienne présidente de la JUCH.

MEXIQUE

Né le 12 août 1913 le MEP, Mouvement des Etudiants et Professionnels catholiques mexicains est donc vieux de 47 ans. Il a compté dans ses rangs des hommes d'un admirable courage et d'une intégrité morale à toute épreuve, dont quelques uns ont offert leur vie pour la défense de l'Eglise. Aujourd'hui le Mouvement des Etudiants catholiques au Mexique a quelque 7.500 membres, venant de tous les secteurs sociaux de la République, unis dans le désir de faire régner le Christ dans le monde universitaire.

Courants idéologiques

Il existe plusieurs tendances idéologiques dans nos universités mais aucune n'a eu de si profondes et de si funestes conséquences pour la déformation spirituelle de la jeunesse mexicaine que l'attitude de libéralisme exagéré qui règne dans les écoles supérieures de notre pays¹⁾. Par suite de ce "neutralisme", l'étudiant est placé dans une mer d'idées contradictoires; chacun de ses maîtres professe des idées différentes, parmi lesquelles bien sûr manque le solide fondement chrétien qui seul pourrait orienter l'étudiant. Cela est la conséquence logique du laïcisme forcé que l'Etat a imposé dans tout l'enseignement officiel du Mexique.

Nos problèmes

Il y a au Mexique un proverbe qui dit: "pour faire un bon civet de lapin, il faut qu'il existe d'abord un lapin". Or dans notre fédération, ce qui nous manque précisément c'est le "lapin" c'est à dire des jeunes gens disposés à donner aux choses de Dieu tout leur temps libre. Une telle générosité leur paraît folie. Le nombre des étudiants au Mexique augmente de jour en jour d'une manière prodigieuse; le nombre des militants de l'Action Catholique universitaire augmente aussi sans doute mais dans une proportion bien moindre que l'augmentation générale du nombre d'étudiants.

Pour résoudre ces problèmes nous faisons de notre mieux en poussant le travail par équipe et en donnant aux militants, sur lesquels nous pouvons compter maintenant, une formation plus solide aussi bien dans l'ordre spirituel qu'intellectuel. Cette formation plus poussée attire l'attention du milieu universitaire sur le militant et le met à l'abri de ses erreurs, ce qui facilite l'action de prosélytisme.

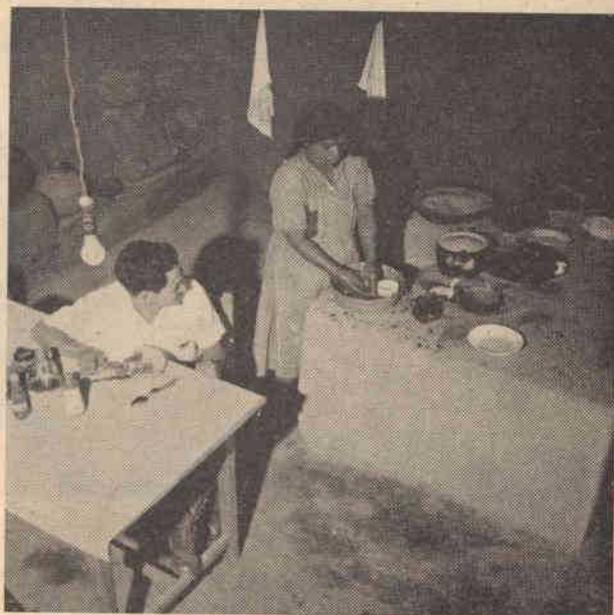
Ce que nous attendons de Pax Romana

Pax Romana doit être le moteur, le coeur qui donne de la vitalité à tous les organes. Nous sommes ces organes, qui devons développer le rôle qui nous échoit, de la meilleure manière possible. Après tout, comme on ne peut pas concevoir un cerveau qui créerait, sans des membres pour saisir ses impulsions créatrices, on ne peut pas concevoir non plus des organes qui se meuvent en bon ordre sans un cerveau pour régler leurs mouvements.

Il faut donc que Pax Romana prenne très au sérieux son rôle de cerveau régulateur de ses organes, qui tous en ce moment attendent de Pax Romana un minimum de suggestions et d'instructions fondamentales pour les mettre tout de suite en application avec l'énergie de leurs structures jeunes et la volonté bien arrêtée d'édifier le monde catholique de demain. Nous attendons de Pax Romana la publication et la distribution régulière de brochures sur des thèmes tels que: la formation des dirigeants, la constitution des groupes de base (que nous appelons chez nous des "équipes"), des plans de travail à développer sur des problèmes précis et dans des délais déterminés, des enquêtes pour déterminer jusqu'à quel point le travail s'accomplit effectivement. C'est ainsi que le rôle du "cerveau" sera vraiment efficace et nous donnera à tous l'envie de travailler en corrigeant les manquements ou les erreurs que nous pourrions commettre.

CARLOS GARCIA ORTEGA,
Trésorier national des étudiants de l'ACJM.

¹⁾ L'auteur de cet article entend parler ici de l'Université libérale dont le neutralisme est une véritable doctrine négative opposée à toutes les traditions doctrinales. Sur la vraie et la fausse neutralité universitaire, voyez le Journal de Pax Romana No 5, 1958: "Neutralisme et Université".



Membres d'une équipe d'éducation de base dans un foyer mexicain



Emission d'éducation de base par la Radio Sutatenza (Colombie)





L'Étudiant Réfugié



S'il est vrai que nous devons nous garder de la tendance que nous avons de faire des distinctions et de sans cesse ranger dans des catégories différentes ceux qui ont été frappés par un même malheur — (ce qui a pour conséquence que nous pensons à nos réfugiés au risque d'en oublier les autres), s'il est vrai que notre cœur doit s'émouvoir devant les lamentables conditions de vie de nombreux vieillards qui sont probablement condamnés à finir leur existence dans des camps, notre raison doit tout de même nous faire penser aux jeunes. Nous devons créer les conditions susceptibles de leur permettre d'apporter leur contribution unique et indispensable à la construction d'un monde meilleur.

Le réfugié est un symbole d'instabilité, c'est un inconnu, un isolé trop souvent considéré comme un individu de seconde cuvée, car son assimilation n'est jamais complète. Et peut-être que l'étudiant réfugié souffre plus que tout autre de sa pénible condition.

Sans doute, l'étudiant réfugié qui a la chance d'être admis dans une université et d'obtenir les fonds suffisants pour la poursuite de ses études, jouit, théoriquement du moins, d'un avantage considérable par rapport aux autres réfugiés. La solidarité de tous les étudiants à travers le monde est encore assez forte pour qu'une sympathie morale et matérielle renforce cet accueil. Mais, à quelques exceptions près, la spécialisation des études et le nombre sans cesse croissant des étudiants font que les universités perdent de plus en plus leur caractère communautaire. Trop souvent encore, cette communauté universitaire, malgré tout ce qu'elle sait sur le problème de l'étudiant réfugié, le considère de la même façon qu'un étudiant étranger. En dépit

de toute la sympathie que l'on peut éprouver pour quelqu'un qui a été obligé de tout abandonner — pays, famille, université — on a tendance à ressentir instinctivement une certaine méfiance vis-à-vis de celui qui s'est ainsi coupé de toutes ses attaches. L'étudiant étranger sait toujours qu'il pourra retourner chez lui, il sait qu'il est absent de son pays pour une période déterminée, le temps de parfaire son éducation, tandis que l'étudiant réfugié est tenu de rester là où il se trouve, qu'il s'y plaise ou non.

Pour pouvoir bénéficier des conditions psychologiques indispensables à son équilibre, il doit rapidement se créer des relations humaines, sans quoi c'est l'échec, le désarroi, les études compromises. Ce point est essentiel pour comprendre l'état d'insécurité si souvent caractéristique de l'étudiant réfugié.

L'intégration dans la nouvelle communauté qui l'accueille n'est pas toujours chose facile. L'étudiant qui dans son pays prépare studieusement et avec ténacité son avenir, et qui tout d'un coup voit ses plans s'effondrer, traverse une profonde crise morale. Il sent peut-être plus que tout autre la cassure que constitue pour chacun l'exil forcé. Il ne lui appartient pas de choisir le pays d'asile. Souvent, sa langue maternelle est incompréhensible à ceux qui le reçoivent et lui-même n'a guère de possibilité de s'exprimer parfaitement dans la langue du pays d'accueil. Cette difficulté est de taille, non seulement lorsqu'il s'agit d'étudier, mais encore pour suivre des cours ou participer à des discussions. A disparité des programmes d'étude entre les divers pays. La spécialisation à outrance des divers pays. La spécialisation à outrance des pays d'où nous sont venus ces dernières années de nombreux étudiants est

loin d'être un avantage pour eux dans le pays d'accueil. Souvent ils doivent repartir à zéro ou presque, d'où nouvelle source de découragement.

Nous devons bien nous rendre compte que de nos jours, le nombre des étudiants qui sont poussés dans leurs études par le souci de se cultiver et de rechercher la Vérité est de plus en plus restreint. Dans nos pays d'Europe occidentale, il n'y a pas en ce moment de chômage des intellectuels et tout étudiant doué peut être persuadé de trouver une situation correspondant à sa préparation et à ses qualités personnelles. Il n'en va pas de même pour le diplômé réfugié qui, quelles que soient ses qualifications, ne sera pris en considération que lorsque l'offre sera supérieure aux possibilités du pays où il réside. Alors même que de nombreux pays extra-européens ont un grand besoin de la collaboration d'universitaires bien formés, l'émigration d'étudiants réfugiés vers ces pays se heurte à des difficultés financières et d'obtention de visas qui sont trop souvent insurmontables.

Ainsi, le pays d'accueil doit faire preuve de compréhension et d'audace afin d'offrir à l'étudiant réfugié de réelles chances de s'établir décemment et d'une façon définitive. Il ne le regrettera pas, car l'étudiant réfugié qui a traversé toutes les difficultés dont nous avons parlé, et qui malgré tout a persévéré est certainement un être d'élite qui croit fermement à sa mission d'universitaire dans le monde. Son "intégration", loin de priver un national d'une bonne situation, enrichira au contraire la communauté nationale toute entière. Une telle politique ne ferait qu'encourager les étudiants réfugiés qui hésitent à poursuivre leurs études à préférer un travail manuel à la recherche, par souci de s'assurer une situation convenable. Tout ceci est fort regrettable, car la société s'appauvrit chaque fois qu'un jeune vraiment capable est empêché

Tiré de l'exposé fait par M. Bernard Ducret, Secrétaire-Général de l'Entr'aide Universitaire Mondiale, devant la VIIIème Assemblée Plénière du Comité International pour l'Année Mondiale du Réfugié.

(Suite à la page 20)

Connaissez-vous les Universités Catholiques?

Il y a plus de 200 établissements d'enseignement supérieur catholique Universités, Facultés indépendantes, Ecoles supérieures. (Sans compter les Facultés canoniques).

On comptait en 1957: 92 Facultés de Lettres, Philosophie, Psychologie et Pédagogie; 62 Facultés de Droit; 42 Facultés de Sciences; 41 Facultés de Sciences Politiques, Economiques et Sociales; 31 Universités Catholiques ayant des Ecoles d'ingénieurs; 19 Facultés de Médecine; 19 Facultés de Pharmacie; 17 Ecoles Dentaires, 12 Ecoles d'Architecture; 8 Ecoles Agronomiques, etc....

Une seule Université Catholique subsiste dans les Pays de l'Est, celle de Lublin en Pologne. L'Université Catholique de Pékin s'est réouverte cette année à Formose.

Treize Universités Catholiques atteignent 10.000 étudiants. Une dépasse 25.000 étudiants, celle de Manille, aux Philippines.

Les étudiants des U. C. étaient en 1957 (sans compter les Facultés indépendantes); 40.000 en Europe; 45.000 en Asie; 170.000 en Amérique du Nord; 30.000 en Amérique Latine.

(de Lyon-Catho)

L'Université Catholique de Lublin

L'Université catholique polonaise de Lublin, fondée il y a plus de 40 ans, a pris depuis lors un essor remarquable comme il résulte du rapport présenté par son Recteur Magnifique, Mgr Marian Rechowicz, essor d'autant plus réjouissant que dès le début de son existence cette haute école a eu et a encore à lutter âprement contre de grosses difficultés de tout genre. Il suffit de rappeler que pendant la dernière guerre l'Université fut fermée par les hitlériens et son enseignement n'a pu être continué que clandestinement. Son activité a été reprise immédiatement après la fin des hostilités, en 1945.

Pendant les quinze dernières années, l'Université a dû recréer ses instituts et sa bibliothèque qui ont subi de graves dommages pendant la guerre. Elle a construit quelques maisons pour les professeurs et pour les étudiants. A la même époque l'Université a formé 2408 étudiants. Les diplômes de licence ont atteint le nombre de 2319, ceux de doctorat — 170: il y a eu 20 agrégations (habilitations). Les dépenses correspondantes se sont élevées à 330.547.500 zlotys. Ce sont les catholiques polonais qui subviennent à ces grands besoins.

L'Université compte actuellement quatre Facultés: celles de théologie, du droit canon, de philosophie chrétienne et des lettres. D'après les données statistiques elle comptait pendant l'année académique 1958/1959, 220 membres du corps enseignant, soit 53 professeurs, 21 professeurs suppléants, 146 adjoints, assistants et chargés de cours. Les étudiants étaient au nombre de 1707; 217 ont terminé leurs études dont 15 avec le grade de docteurs. Les principales organisations étudiantes étaient l'Association des Etudiants polonais, le Choeur, le Théâtre d'Etudiants et dix cercles scientifiques. Une des particularités de l'Université catholique de Lublin est la chaire de mariologie, créée en 1957/58, qui prend un développement très satisfaisant comme le prouvent plusieurs ouvrages parus dans le cadre de cet enseignement. L'Université publie une revue trimestrielle sous le titre 'Cahiers scientifiques de l'Université catholique de Lublin', ainsi qu'un bulletin du "Centre des Archives, bibliothèques et musées ecclésiastiques".

La Société des Sciences et des Lettres auprès de l'UC comptait au cours de l'année académique 1958/59, 220 membres dont 93 actifs, 59 correspondants et 68 collaborateurs. Elle fait état de 235 volumes publiés en 267.450 exemplaires et a étendu son activité sur toutes les quatre Facultés et quatre Commissions dont une s'occupe de l'édition d'une Encyclopédie catholique, une autre des études de la littérature catholique. La Société a déjà fêté le 25ième anniversaire de sa fondation.

La Bibliothèque universitaire a beaucoup souffert pendant l'invasion hitlérienne, une partie des livres a été transportée en Allemagne, d'autres ont été dispersés dans divers endroits. Néanmoins l'Université réussit à récupérer une partie de son bien et à la compléter. Actuellement la Bibliothèque universitaire compte 360.000 volumes et les bibliothèques des Facultés particulières en comptent 131.113.

L'Université catholique de Lublin entretient des relations étroites avec les plus importants centres de la science polonaise, mais aussi avec beaucoup d'institutions et universités étrangères; elle organise des congrès scientifiques fréquentés par de nombreux participants. Cet essor pris par l'UC, comme on l'appelle tout court, se manifeste entre autres par l'agrandissement prévu des locaux universitaires.

Ces chiffres éloquentes rendent témoignage d'une activité méritée qui les plus vifs éloges et présagent — espérons-le — à un avenir prospère et fructueux.

A. B.

ABONNEMENTS

Je désire m'abonner au Journal de Pax Romana

Edition française

Edition anglaise

J'envoie ci-joint le montant de mon abonnement

Je l'envoie

au compte de Pax Romana à

au Secrétariat Général de Pax Romana, Fribourg

(Ecrire en lettres capitales)

Nom

Rue

Ville

Pays



Souscription annuelle

Amis: Allemagne DM. 10.—; Autriche Sch. 60.—; Belgique & Luxembourg Fr. b. 100.—; Canada & USA \$ 2.50; Espagne Pts. 100.—; France Fr. fr. 1000.—; Grande-Bretagne £1.0.0.; Italie Lit. 1500.—; Pays-Bas fl. 5—10; Portugal Esc. 50.—; Suisse Fr. s. 10.—.

Abonnement simple: Allemagne DM. 5.—; Autriche Sch. 30.—; Belgique & Luxembourg Fr. b. 50.—; Canada & USA \$ 1.25; Espagne Pts. 50.—; France Fr. fr. 400.—; Grande-Bretagne 6/—; Italie Lit. 600.—; Pays-Bas fl. 3.50; Portugal Esc. 20.—; Suisse S. fr. 5.—.

COMPTES DE PAX ROMANA

Allemagne: CCP 1759 à Cologne de la K.A.V.
Autriche: C. No 10.079 Banque Schelhammer & Schattera, Goldschmidgasse 3, Vienne I.
Belgique & Luxembourg: CCP 554 311 du Mouvement International des Intellectuels Catholiques, rue Mimars 12, Louvain.
Canada & USA: chèque à M. Raymond Labarge, 544 The Driveway, Ottawa, Ont.
Espagne: Librería Estal, Balmes 84, Barcelona.
France: CCP Paris 3458 56 du Centre Catholique des Intellectuels Français, rue Madame 61, Paris 6e.
Grande-Bretagne: c/o Professor Hugh O'Neill, 92, Gianbrydan Avenue Swansea.
Italie: Movimento Laureati, CCP 1—15855 à Rome (Journal de Pax Romana).
Pays-Bas: Postgiro 350879, admin. Journal de Pax Romana Nederland, Rode Lann 38, Voorburg.
Portugal: Juventude Universitaria Catolica, Campo dos Martires da Patria 43, Lisbonne.
Suisse: CCP No 1036 de Pax Romana à Fribourg, ou Banque de l'Etat de Fribourg, Compte No 50.218 de Pax Romana, Fribourg.

d'accéder aux études supérieures pour des seules raisons matérielles.

Beaucoup a déjà été fait pour les étudiants réfugiés, des organisations diverses se sont attelées à cette tâche qui est encore loin d'être remplie. 25.000 étudiants réfugiés, de Hongrie, d'Algérie, de Chine, de Corée, du Vietnam, d'Amérique Latine et d'ailleurs attendent tous de l'Année Mondiale du Réfugié davantage qu'une aide immédiate, mais encore les fruits qui résulteront, à plus longue échéance, d'une coordination toujours plus grande entre les différentes organisations qui ont à coeur l'avenir des jeunes réfugiés.

L'exil massif de 7.000 étudiants Hongrois a suscité une grande émotion et une large générosité. La présence à Hong-Kong de 3.500 étudiants chinois attire de plus en plus la sympathie. Les conditions de santé et de logement de 7.000 étudiants réfugiés en Corée et au Vietnam alertent l'opinion publique. Les besoins des 6 à 700 étudiants Algériens qui poursuivent leurs études hors du territoire français ont mobilisé des fonds assez considérables. Il faut espérer que nos regards se tourneront de plus en plus vers le vaste continent Sud-Américain qui doit résoudre des problèmes qui, si nous avions le coeur bien accroché, devraient nous empêcher de dormir.

Je ne peux assez insister sur le fait que tout effort d'assimilation des réfugiés doit être accompagné d'une attitude respectueuse à l'égard de leurs genres de vie, de leurs manières de voir, de leurs traditions, de leurs langues, de leurs religions et de leurs cultures. C'est là un problème délicat, mais nos sociétés doivent être assez fortes et assez dynamiques pour accueillir fraternellement en leur sein, non seulement des réfugiés isolés, mais même de véritables petites communautés, auxquelles il faut laisser une large autonomie culturelle. Hélas, la présence parmi nous d'étudiants étrangers n'est souvent qu'un prétexte à découvrir leurs spécialités culinaires et leurs vins, alors que c'est à leur pays, à leur culture que nous devrions nous intéresser. Toutes nos universités auraient à faire un sérieux effort dans cet ordre d'idées. Par un curieux paradoxe, plus les occasions de se rencontrer, de vivre ensemble et d'apprendre à se connaître se développent, d'autant moins on en profite. Plus le monde se rétrécit et abolit les distances, plus nous avons tendance à nous réfugier dans un esprit nationaliste. Nous sommes certes toujours prêts à aider les plus malheureux d'entre nos frères, mais n'avons-nous pas trop tendance à croire que l'argent triomphe de toutes les difficultés et qu'il nous dispense d'avoir du coeur ?

"Maintenant que nous avons acquis l'indépendance politique, il est aussi de notre devoir de faire épanouir les arts du pays... Dans une nation de près de 90 millions d'habitants, nos artistes se heurtent à de nombreuses difficultés, notamment le fait que la grande masse du peuple comprend difficilement les arts." C'est l'avis du président du comité préparatoire de l'Union des Artistes Catholiques, récemment formé à Bandoeng (Indonésie). L'Union désire s'affilier éventuellement au SIAC, Secrétariat International des Artistes Catholiques.

"Chaque minute la population du monde augmente de 86 enfants. On nous dit que vers l'an 2000 nos ressources alimentaires seront insuffisantes. Qu'en pensent les médecins eux qui sont responsables de l'allongement de la vie ? Qu'en pensent surtout les médecins chrétiens qui se sont toujours opposés à la solution de facilité que constitue la limitation des naissances ?" Le IXe Congrès International des Médecins Catholiques aura lieu à Munich du 25 au 29 juillet, sur le thème "Le médecin devant les progrès techniques". La Fédération Internationale de Médecins catholiques attribuera, pour la troisième fois, au cours de ses assises au Congrès de Munich, le "Prix Jean XXI", réservé au meilleur travail de déontologie médicale, présenté dans le thème général du Congrès.

"Profession pharmaceutique et service du monde contemporain" sera le thème du VIe Congrès international de la Fédération Internationale des Pharmaciens Catholiques. Il aura lieu à Paris du 2 au 6 septembre.

Angleterre: La Newman Association de Londres organise une conférence le 17 et le 18 septembre. Les conférenciers prévus sont les suivants: M. Frank Sheed, "Théologie et apostolat laïc", M. Maurice Foley, "L'Apôtre laïc et la vie publique" et le Dr Kevin McDonnell, "L'Apôtre laïc et les professions". La Newman Association annonce la création de groupes locaux à Salisbury, Hatfield, Reading et Kingston.

MIEC

25 aumôniers et étudiants se sont réunis à Rapallo du 25 au 27 juin pour étudier la situation de l'enseignement catéchétique aux universitaires en Europe. Les conférenciers étaient Mgr Emilio Guano, M. l'Abbé Petit (France) et M. l'Abbé Menoud (Suisse). La conclusion principale de la réunion: que Pax Romana favorise un échange permanent d'information et de documentation sur l'enseignement religieux aux étudiants.

Japon: Deux cents étudiants sont attendus à Hokkaido du 27 au 1 août pour la Conférence annuelle de la Fédération des Etudiants Catholiques du Japon. Parmi les thèmes d'études, notons "Tendances sociales au Japon et la doctrine sociale chrétienne", "Compréhension mutuelle entre catholiques et protestants".

Corée: Sogang College vient d'être fondé à Seoul par des Pères jésuites venant du Wisconsin aux USA. Sogang est le premier collège jésuite du pays. De 600 candidats, seulement 160 ont réussi l'examen d'entrée.

Philippines: Des dirigeants nationaux et diocésains de la Student Catholic Action (SCA) ainsi que leurs aumôniers se sont retrouvés à Naga du 24 avril au 1er mai pour faire le bilan des travaux de la SCA à la lumière des réunions que Pax Romana a tenues à Manille en décembre et janvier passés. Trois besoins ou lacunes de la SCA se sont faits ressentir: manque de solidarité et d'efficacité dans l'organisation nationale, besoin d'avoir des aumôniers et des conseillers laïcs, manque de formation des futurs dirigeants.

Angleterre: "L'Assemblée exprime sa sympathie aux peuples de l'Union Sud-Africaine dans la situation complexe et tragique qui est la leur en ces moments; émue par les récents événements, elle condamne la politique qui refuse à une partie de la population les droits les plus élémentaires de la personne humaine et demande à ses membres d'offrir leurs prières pour tout le peuple de l'Union Sud-Africaine". Telle fut la résolution votée par la dernière Assemblée générale de l'Union des Etudiants Catholiques de la Grande Bretagne.

Suède: Les étudiants catholiques ont offert soit la moitié de leur revenu quotidien soit la moitié de l'argent dépensé pour la nourriture d'une journée afin d'aider les étudiants réfugiés de leur pays. (Service de Presse des OIC).

Allemagne: La journée de Pax Romana a été célébrée le 29 juin sur le thème, "L'unité des étudiants dans le Christ". Des cartes postales spéciales ont été vendues en faveur du IIème Séminaire Pan-Africain du MIEC (Léopoldville, décembre-janvier 1960-1961).

La XIII Réunion internationale d'étudiants aura lieu à Gemen du 8 au 18 août sur le thème: "Le chrétien dans un monde technique". Parmi les conférenciers, notons: le Prof. van der Ven (Utrecht), le Prof. Jores (Hambourg); le R. P. L. Bright, O.P. (Angleterre); et le Dr Ziellinski (Munster).

USA: 85 personnes, dont 23 étudiants étrangers avec leurs femmes et enfants se sont retrouvés le 5 juin chez M. et Mme Kirchner, (M. Edward Kirchner est le représentant permanent de Pax Romana auprès de l'ECOSOC). Le but de la rencontre était l'établissement éventuel d'un comité de coordination des étudiants catholiques étrangers aux USA. S. Ex. Mgr Raymond d'Allahabad (Inde) ainsi que S. Ex. Mgr Nanyakkara de Kendy (Ceylan) étaient parmi les invités. Plusieurs organisations s'intéressant aux étudiants étrangers aux USA y assistaient. Par suite de la journée, un comité provisoire pour les étudiants étrangers a été créé le 15 juin à New-York.

Près de 800 étudiants assisteront à la Convention annuelle de la NCF (National Newman Club Federation) qui aura lieu à Cleveland. La conférence sera consacrée à l'actualité de la pensée du Cardinal Newman. Le conférencier principal sera Mgr H. Francis Davis, chargé par le Saint-Siège de l'étude de la cause du Cardinal Newman.

Les groupes locaux de la NCF des Etats du Golfe (Gulf States) ont contribué avec 76 dollars au programme d'entraide de Pax Romana.

La Convention de la NFCCS (National Federation of Catholic College Students) de cette année aura lieu à Louisville, Kentucky, du 26 août au 3 septembre. Le thème de la Convention et pour l'année 1960-61 sera "Vers une compréhension de notre temps, la responsabilité des catholiques dans une société pluraliste".